

Les instruments du maintien de l'ordre

Dans les territoires occupés, les Allemands mettent en place les **instruments chargés de la répression**. Ils s'appuient pour cela sur une administration militaire instaurée en 1940, mais aussi sur certaines institutions déjà existantes en Allemagne (*Abwehr*, *Sipo-SD*). Concurrentes, celles-ci n'en poursuivent pas moins un même objectif : la lutte contre tous les ennemis du Reich.

Au lendemain de leur victoire, les Allemands instaurent une **administration militaire d'occupation** (le MBF en France, le MBB dans le nord de la France et en Belgique) afin de maintenir l'ordre dans les territoires occupés et d'assurer la sécurité de leurs troupes d'occupation. Elle est pourvue de tribunaux militaires qui forment, jusqu'en juin 1942 en France et jusqu'à l'été 1944 pour le commandement militaire de Bruxelles, le cœur de l'appareil de répression. Les milliers de peines prononcées par ces cours martiales conduisent à des internements, des déportations carcérales et des exécutions par fusillade.

Les services de renseignement de l'État-major de la Wehrmacht, l'*Abwehr*, sont très actifs pour démanteler les premiers réseaux qui se développent dans les territoires occupés. Les services de sécurité et de police, la *Sipo-SD*, dont la *Gestapo* est une branche, connaissent un rôle croissant pour traquer les opposants et résistants. À partir du printemps 1942, Hitler leur confie en France la direction de toute la répression. ■

Le musée de l'Homme dans les griffes du SD

Fondé en juin 1940 au sein du musée de l'Homme de Paris par **Yvonne Oddon**, **Boris Vildé** et **Anatole Lewiitsky**, cette organisation pionnière de la Résistance compte rapidement une centaine de membres. Ses missions principales sont l'évasion de prisonniers, la propagande et le renseignement. En octobre 1940, l'organisation est infiltrée par Albert Gaveau, agent du SD (service de renseignement de la SS). Né en 1901 d'une mère allemande, Gaveau travaille dans les années 1930 pour les établissements aéronautiques Blériot. Recruté comme *VMann* (homme de confiance des nazis) pour infiltrer la Résistance naissante, il se fait passer pour un pilote désirant rallier l'Angleterre afin de gagner la confiance des résistants. Vildé l'utilise comme agent de liaison. La **trahison de Gaveau** permet l'arrestation de 18 résistants qui comparaissent en février 1942 devant le tribunal militaire allemand du *Gross Paris*. Boris Vildé et six de ses camarades sont condamnés à mort et **fusillés au Mont-Valérien** le 23 février. Trois femmes également condamnées à mort sont déportées en Allemagne.



Affiche franco-allemande du 29 août 1941. Condamnation et exécution d'Estienne d'Orves, Jan Doornik et Émile Barlier.

Le réseau Nemrod infiltré par l'Abwehr

L'un des premiers officiers à avoir rejoint le général de Gaulle, **Honoré d'Estienne d'Orves**, est débarqué en France en décembre 1940 avec son radio Alfred Gaessler. Chargé d'implanter un réseau de renseignement, il est, en janvier 1941, le seul en contact direct avec Londres. Mais la trahison du radio conduit au démantèlement du réseau par l'*Abwehr*. Déférés devant le tribunal du *Gross Paris* (16-23 mai 1941), vingt membres du groupe Nemrod comparaissent pour espionnage. Neuf peines de mort sont prononcées ; trois hommes sont fusillés au Mont-Valérien le 29 août 1941, dont **Honoré d'Estienne d'Orves**. Malgré le déclenchement de la lutte armée en France, Hitler donne son accord à

la levée de six peines capitales et leur commutation en travaux forcés. En concordance avec le plan d'application des peines en vigueur, treize résistants du groupe Nemrod sont déportés, entre juillet et octobre 1941, à la suite de ce procès. Détenus dans les forteresses de Rheinbach, Siegburg, Diez an der Lahn ou Aichach, quatre prisonniers sont libérés et rapatriés en France avant l'été 1944, huit le sont en 1945. Daniel Dohet décède en prison en 1942.

Répression de la grève des mineurs du Nord en 1941

À la fin du mois de mai 1941, à quelques semaines de l'opération *Barbarossa*, **une grande grève éclate** dans tout le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. Les motivations des grévistes sont à la fois économiques et patriotiques. Le mouvement touche plus de 50 % des employés des mines. L'incapacité des autorités françaises à rétablir l'ordre contraint les Allemands à intervenir pour faire cesser un mouvement qui frappe directement leurs intérêts économiques. Plusieurs mesures répressives sont prises simultanément par l'OFK 670. Aux sanctions vexatoires comme la fermeture des cafés s'ajoutent l'arrestation et la condamnation à des peines de travaux forcés de 11 meneurs par les tribunaux militaires allemands. La mesure la plus spectaculaire est le déclenchement d'une action spéciale, l'*Aktion Pütz* menée en lien avec la *Sipo-SD* et qui aboutit à l'arrestation début juin de 273 mineurs. D'abord enfermés à la forteresse de Huy en Belgique, 244 d'entre eux sont déportés, le 23 juillet « pour rééducation » au camp de concentration de Sachsenhausen ; un quart sera libéré avant juillet 1944. Les deux tiers périssent en Allemagne.



Affiche du général Niehoff, chef de l'OFK 670 menaçant de sanctions graves tout mineur refusant de travailler, 14 juin 1941.